



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Dotations supplémentaires dans le premier degré : pas une bonne nouvelle pour tout le monde.

Alors que dans toutes les académies, les opérations de préparation des cartes scolaires sont en cours, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé le 27 mars dernier que les dotations globales seraient revues en ces temps de crise sanitaire. En effet, il a indiqué qu'il n'y aurait pas de fermeture de classe sans accord des municipalités dans les communes de moins de 5000 habitant-es et que l'équilibre ouvertures-fermetures serait « finement analysé » en milieu urbain.

Ces annonces se sont traduites cette semaine par une dotation supplémentaire de 1248 postes dans le premier degré qui s'ajoutent aux 440 postes initialement prévus. Pour la CGT Éduc'action, cette décision politique confirme que le gouvernement et le ministère n'avaient pas pris conscience de l'ampleur des besoins dans les départements pour éviter une rentrée catastrophique. Cependant, pour notre organisation, cette nouvelle dotation, qui va permettre à certaines zones de respirer, reste insuffisante pour couvrir tous les besoins ou répondre aux priorités annoncées (dédoublings en éducation prioritaire et limitation à 24 élèves en GS, CP et CE1...).

Surtout, la CGT Éduc'action s'inquiète des conditions d'attribution de ces nouveaux moyens et des critères retenus par le ministre. Il semble en effet que cette dotation supplémentaire ne se fasse qu'au bénéfice exclusif des zones rurales et au détriment des zones urbaines, principalement celles en éducation prioritaire. Les chiffres donnés par le MEN indiquent clairement ce choix puisque les académies fortement urbanisées comme celles de Lille, de Versailles ou de Créteil sont lésées. Pour nous, il y a un exemple frappant dans cette dernière académie puisque seule la Seine-et-Marne (département le plus rural de l'académie) bénéficie de la rallonge budgétaire. Nous sommes également très inquiét-es quant au devenir des RASED (eux-aussi principalement en zones urbaines) qui semblent être une nouvelle fois les victimes du ministre et de ses choix de ventilation.

Avec cette nouvelle dotation, le ministre Blanquer acte sans attendre et sans concertation, les propositions issues du rapport Mathiot-Azéma qui visent à exploser le cadre actuel de l'éducation prioritaire et à introduire la notion de ruralité comme une nouvelle priorité. La CGT Éduc'action estime qu'il s'agit d'un coup de force dans une période sanitaire très difficile, mais également dans une période politique particulière où le renouvellement des municipalités n'a pu se faire correctement. Nous dénonçons cette mise à mort de l'éducation prioritaire alors que la période de confinement génère une explosion des inégalités sociales et territoriales, comme le rappellent le décrochage d'une partie des élèves issu-es des classes populaires de la pseudo-continuité pédagogique mais aussi, plus dramatiquement, la surmortalité liée au coronavirus dans le 93.

La CGT Éduc'action exige au contraire des moyens en forte hausse pour l'éducation prioritaire, à l'école, au collège et en lycée.

La CGT Éduc'action note qu'en période de crise majeure, le gouvernement est en capacité de trouver des moyens supplémentaires pour augmenter les dotations globales. Elle demande donc que cet effort budgétaire soit étendu à l'ensemble des métiers de l'Éducation nationale. En effet, il y a urgence à ce que des postes supplémentaires soient ouverts dès la rentrée 2020 dans tout le second degré (enseignant-es, CPE, Aed), mais également chez les personnels techniques, administratifs et sociaux, ainsi que chez les AESH. Pour la CGT Éduc'action, c'est avant tout de moyens humains dont a besoin l'Éducation nationale.

Montreuil, le 08 avril 2020